

Chronique de la campagne présidentielle - épisode 2

Chaque week-end, nous publions une chronique de la campagne présidentielle. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2022. Vous pouvez retrouver la chronique n°1 ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1708>



Au sommaire ce week-end :

Le match Zemmour / Le Pen

Les médias dominants polarisés entre extrême-droite et extrême-centre

Hollande cherche à intervenir dans la campagne

La France insoumise et la question de la dette publique

Brèves

Le match Zemmour / Le Pen

La **rivalité entre les deux candidats d'extrême-droite** a largement occupé la scène médiatique cette semaine. Zemmour a attaqué Le Pen pour son « gauchisme » et son incapacité à sortir de son « ghetto d'ouvriers et de chômeurs » alors que lui parviendrait à rassembler les bourgeois et les catégories populaires. Zemmour a affirmé que Le Pen « condamne ses électeurs à ne jamais arriver au pouvoir ». Pourtant, à l'heure actuelle, Zemmour suscite un rejet plus important que Le Pen et serait beaucoup plus largement battu par Macron que Le Pen.

Zemmour fait une campagne à la Trump, multipliant les déclarations chocs mais aussi les provocations, en pointant une arme sur des journalistes ou en dévoilant une femme dans la rue (scène montée avec la complicité de Morandini du groupe Bolloré). Cela contribue à occuper l'espace médiatique, mais cela cristallise également le rejet. Cette semaine, la progression de Zemmour semble être stoppée et Le Pen ne baisse plus.

Une **étude de la fondation Jean Jaurès** pointe les forces et faiblesses de Zemmour. Il parviendrait à capter 23 % des électeurs de Fillon (alors que Le Pen n'en rassemblerait

que 4%) et à avoir un électoral interclasse assez équilibré. Néanmoins, il aurait un problème avec l'électoral féminin (ça se comprend), avec 5 points de moins chez les femmes, alors que c'est l'inverse pour Le Pen. Zemmour rassemblerait 17 % du vote ouvrier contre 33 % chez Le Pen.

Le Pen a visiblement décidé d'attaquer Zemmour comme l'autre candidat des riches pour consolider sa base populaire. Elle est donc contrainte de revoir complètement sa stratégie qui était d'élargir son électoral vers les catégories aisées et l'électoral LR. L'essentiel est dorénavant pour elle de consolider son socle pour atteindre le second tour. Le Pen a attaqué Zemmour sur sa proposition de faire passer l'âge de la retraite à 64 ans, et elle se veut la candidate du « pouvoir d'achat » en « rendant 200 € par mois aux Français ». C'est évidemment une entourloupe, car elle propose de baisser les impôts sans mettre à contribution les plus riches et les capitalistes, donc cela se traduirait évidemment par une diminution des dépenses sociales et une amplification de la casse des services publics.

Quant à Zemmour, sa candidature ne fait désormais plus aucun doute : il devrait l'annoncer rapidement, la date du 9 novembre est annoncée, avant un passage dans l'émission « Elysée 2022 » de France Télévision. Il devrait également annoncer le lancement d'un nouveau parti (qui pourrait s'appeler « Vox Populi ») au mois de novembre.

Sur le phénomène Zemmour, un [article intéressant de Julien Salingue](#) sur le site du NPA interroge le rôle des sondages dans le phénomène Zemmour. Ces sondages contribuent à imposer des thématiques et personnalités, et on peut ainsi dire que les médias et les sondages sont « coproducteurs » de la candidature Zemmour. Ils font vivre actuellement un « rêve de riches » (d'après [l'excellente formule de Mélenchon](#)) aux bourgeois en entretenant une polarisation entre l'extrême-droite de Zemmour et Le Pen et l'extrême-centre de Macron, invisibilisant au maximum les autres forces politiques.

Les médias dominants polarisés entre extrême-droite et extrême-centre

Arrêtons-nous un instant sur le paysage médiatique. Le phénomène marquant de ces derniers mois est la constitution d'un empire médiatique qui fait clairement la promotion de l'extrême-droite. Il s'agit du groupe Bolloré (Canal +, Cnews, C8) qui étend désormais son emprise sur Europe 1, le Journal du Dimanche (JDD), Paris match après avoir mis la main sur le groupe Lagardère. Bolloré n'a pas tardé à faire le ménage en éliminant (avec un pont d'or néanmoins... et une clause de confidentialité !) Hervé Gattegno, macronard et sarkozyste notoire, de la direction conjointe du JDD et de Paris Match.

Nous avons donc aujourd'hui quelques grands empires médiatiques détenus par des milliardaires qui soutiennent soit l'extrême-centre macronien, soit l'extrême-droite. Au-

delà de leurs différences, ils ont un intérêt commun : invisibiliser ou décrédibiliser au maximum les opposants de gauche « radicale ».

Hollande cherche à intervenir dans la campagne

Hollande vient de sortir un bouquin intitulé « **Affronter** ». Un livre pour « exister » médiatiquement où il dresse toute une série de portraits de politiciens et tente d'évoquer une orientation politique. Cela ne vaut vraiment pas le coup d'acheter le bouquin, mais on pourra néanmoins s'attarder un peu sur ce qu'il dit de Macron :

« Son mandat ressemble à s'y méprendre à un deuxième quinquennat Sarkozy. La suppression de l'ISF, la défiscalisation des revenus du capital comme les heures supplémentaires, les ordonnances Travail, la réduction des droits des chômeurs : je peine à trouver une mesure que l'ancien président n'aurait pas prise, jusqu'à la nomination de ses anciens collaborateurs à Matignon ! »

Très juste, mais Hollande n'arrive pas à comprendre qu'il y a une certaine forme de continuité entre le quinquennat de Sarkozy, le sien, et celui de Macron. Ces gouvernements ont tous servi les intérêts du patronat, et Hollande n'y est pas allé de main morte avec les dizaines de milliards du CICE.

Comme Davet et Lhomme, Hollande insiste sur l'opportunisme total de Macron :

« Il ne dévie pas de sa route, puisqu'elle n'est jamais tracée. Il ne rompt pas avec une famille de pensée, il n'en a aucune. Il ne s'éloigne pas de son port d'origine, il n'a aucune amarre. C'est sa force autant que sa faiblesse »

Hollande cherche à distinguer les intérêts d'une « technocratie » que Macron servirait des intérêts du grand patronat. Parlant de Macron, il écrit :

« Il est bien davantage le porte-étendard d'une technocratie souvent ignorante de la vie réelle des Français (...) Cette technocratie peuple à la fois la haute administration et l'encadrement supérieur des grandes entreprises »

En réalité, le patronat et la technocratie forment un bloc social aux intérêts largement communs. Les gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron ont servi loyalement ce bloc social.

Hollande croit encore en sa bonne étoile. Il soutient Hidalgo, mais il précise bien qu'elle est la candidate du PS pour l'instant, mais pas forcément demain...

La France insoumise et la question de la dette publique

Eric Coquerel vient de sortir un livre consacré à la dette publique : « **Lâchez-nous la dette** », il est notamment passé sur **Le Média** pour en parler.

A juste titre, il critique le chantage à la dette publique pour justifier les coupes dans les dépenses publiques. Mais il prête le flanc à la proposition bidon d'annulation de la dette Covid détenue par la Banque centrale. Il explique ainsi : « *Il est possible de ne pas rembourser cette dette car on la possède* ». Mais c'est précisément parce que « on » (la Banque centrale) la possède que son annulation ne change rien ! En effet aujourd'hui, quand un Etat s'endette auprès de sa banque centrale, il verse des intérêts à la Banque centrale... qui lui reverse ses intérêts, donc c'est une opération blanche qui ne coûte rien aux Etats ! Donc annuler cette partie de la dette est purement symbolique, sans aucun impact budgétaire.

C'est l'autre partie de la dette publique qu'il faudrait annuler, c'est-à-dire celle détenue par les institutions financières nationales et étrangères. A travers ces institutions financières, ce sont les capitalistes, les plus riches, qui détiennent la dette : leur épargne est utilisée par les banques, les assurances, pour acheter des titres de la dette publique. Si on annule cette partie de la dette publique, on dévalorise leur épargne ! C'est précisément cette partie de la dette publique dont la France insoumise n'ose pas revendiquer l'annulation. C'est pourtant ce qu'il faudrait faire, car cela permettrait de remplir deux objectifs :

- cela permettrait d'arrêter d'abreuver en argent public les plus riches et donc cela permettrait d'utiliser cet argent public pour satisfaire les besoins sociaux
- cela permettrait de redistribuer les patrimoines. Les plus riches ont vu leur patrimoine s'envoler ces dernières années (avec les bulles financières et immobilières). En dévalorisant leurs actifs financiers, on dégonflerait leur patrimoine.

Brèves

Hidalgo a annoncé qu'elle ne créera pas de nouvelle loi pour diminuer le temps de travail. Elle laissera les « partenaires sociaux » négocier. Une proposition choc qui va enfin relancer sa campagne !

Jadot et **Hidalgo** défendent un « ISF climatique » : cet impôt serait indexé sur les émissions de gaz à effet de serre induites par les placements financiers des ménages les plus fortunés. Par contre, si les grosses fortunes font des « placements verts », alors ils ne seront pas taxés. Toute la politique de cette gauche bourgeoise est concentrée dans cette proposition : s'en remettre à la vertu des grosses fortunes pour financer le bien commun de l'humanité...

Roussel a les soutiens qu'il mérite. **Onfray** l'a félicité de se démarquer de Mélenchon sur « l'islamogauchisme ». Ou encore l'ultra-libéral **Philippe Manière** pour son « progressisme »